

Contre l'impôt socialiste et spoliateur

Article rédigé par *Guillaume de Thieulloy*, le 02 mai 2018

Voici un livre à la fois courageux et important.

Courageux, parce que, dans une intelligentsia entièrement acquise aux thèses socialistes, il faut du courage à un intellectuel de premier plan, comme Philippe Némó, pour défendre les libertés en général et les libertés économiques en particulier.

Important, parce que, pour la première fois depuis des décennies, un philosophe reprend la question de l'impôt, non pas sous l'angle technique, mais sous l'angle de sa légitimité – et, osons le mot, sous l'angle de sa moralité.

On pourrait résumer la thèse de Philippe Némó ainsi : le socialisme, en s'attaquant par l'impôt, au principe même de la propriété privée, est, par là même, immoral.

J'insiste : pas seulement inefficace, mais bien immoral.

Bon nombre d'observateurs con-cèdent volontiers que le socialisme est moins efficace qu'un régime de liberté, mais se comportent comme s'ils supposaient que cette moindre efficacité était le prix à payer pour une plus grande justice. Or, il n'y a aucune justice à pratiquer le vol. Et spolier plus de la moitié des revenus d'un être hu-main, c'est bien un vol.

Ce vol repose sur l'idée implicite que toutes les richesses appartiennent à la collectivité.

C'est sans doute une version abâtardie de l'idée de destination universelle des biens de la doctrine morale catholique

Mais, dans ce dernier cas, il n'est question que d'un devoir moral des riches de faire en sorte que les pauvres soient en mesure de vivre décemment. Non d'une collectivisation des biens.

Or, l'histoire a montré que les libertés économiques étaient le meilleur moyen de sortir les pauvres de la misère.

Comme le note Philippe Némó, si l'on a observé une hausse du nombre de pauvres au XIX^e siècle, avec la naissance du capitalisme, c'est d'abord parce que ces pauvres ont pu survivre. C'est aussi parce que les structures sociales de l'Ancien Régime – qui, de soi, n'avaient rien de contradictoire avec les libertés économiques – avaient été détruites par la Révolution.

En tout cas, il est clair que les progrès scientifiques, techniques et économiques enregistrés par l'Europe aux XIX^e et XX^e siècles doivent énormément à la liberté – et rien du tout à l'utopie collectiviste.

Notre philosophe rappelle que l'impôt n'est pas légitime pour « transformer la société », comme le veulent les idéologues socialistes (y compris beaucoup de politiciens de droite).

Il n'est légitime que pour deux missions.

D'abord assurer les fameuses missions régaliennes et notre sécurité (et ce service étant « négatif », c'est-à-dire qu'il est d'autant mieux rempli qu'il ne nous arrive rien et que nous ne « sentons » donc pas les

effets du service, il convient de répartir exactement le coût de ces missions régaliennes entre tous les citoyens). Ensuite, financer les services publics inaccessibles au marché et, alors, l'impôt doit être proportionnel.

En aucun cas, il ne peut être progressif, car l'impôt n'est pas fait pour « assurer la justice sociale », ni pour « transformer la société ».

Pour commander l'ouvrage rendez-vous sur :

<https://www.les4verites.com/boutique>